

Remplacement du mazout—Loi

Je suis allée récemment à Halifax et je peux vous dire que la situation du logement y est désespérée. Toute aide que le gouvernement peut apporter dans le cadre de ce programme ou d'autres pour permettre aux gens d'économiser sur le chauffage devrait être appuyée et non pas éliminée.

[Français]

Au Nouveau-Brunswick, on voit que plus de 6,000 propriétaires de maisons auraient dû prendre avantage de ce programme si cela continuait. On voit, monsieur le Président, tous les progressistes conservateurs sont d'accord sur ce programme. C'est un peu comme les «deux de pique du Québec» qui sont tous d'accord pour donner des subventions à la Domtar; ils sont tous d'accord au même moment où leur gouvernement les coupe. C'est la même chose avec le projet de loi dont on parle actuellement.

Monsieur le Président, le député de Nepean-Carleton (M. Tupper) vient de dire que c'était un programme fantastique, que c'était un programme qui a réduit notre dépendance sur les énergies non renouvelables. Si c'était un bon programme, si on avait un tiers de nos propriétaires au Canada qui en ont besoin dans le moment parce qu'ils se servent toujours de sources non renouvelables pour chauffer la maison... Mais pourquoi ne le continue-t-on pas au moins au moment que le gouvernement introduit à la Chambre un programme global pour parler de la question d'énergie dans tous les domaines, soit: industriel, domestique et autres?

● (1600)

[Traduction]

Il y a une chose que je trouve étonnante, monsieur le Président. D'un côté, les députés du gouvernement reconnaissent les avantages de ce programme et admettent qu'il a incité les Canadiens à se passer du pétrole—ce qui était sa première raison d'être—et il cite des statistiques montrant que les Canadiens ont accru leur efficacité énergétique. Par ailleurs, ces mêmes conservateurs signent l'arrêt de mort des principaux programmes qui ont justement suscité depuis trois ans cette sensibilisation aux problèmes énergétiques. Je ne parviens pas à comprendre pourquoi le premier programme éliminé par le nouveau gouvernement est un programme dont le but est d'aider les propriétaires de maisons.

Ces derniers rendent des services inestimables à notre pays. Ils jouent un rôle important dans la croissance de l'économie et la création d'emplois. En fait, monsieur le Président, ils sont la clé de voûte de notre économie. Malheureusement, le gouvernement conservateur, qui se prétendait le défenseur des petites entreprises et des propriétaires de maisons, a largement contribué, en seulement quelques mois, à faire perdre aux jeunes Canadiens tout espoir d'acquiescer un jour une maison. Le gouvernement a éliminé les programmes PCRP et PITRC, et il a doublé le coût des assurances hypothécaires de la SCHL. Subitement, le Canadien moyen qui achète une maison va devoir payer \$3,000 de plus pendant la durée de vie de son hypothèque. Voilà la décision qu'a prise un gouvernement qui prétend vouloir aider les propriétaires.

M. McDermid: C'est plutôt bon marché comme assurance.

Mme Copps: Le gouvernement a donc augmenté les primes d'assurance hypothécaire de la SCHL, il a décidé de mettre un terme aux programmes PCRP et PITRC...

M. McDermid: Vous avez laissé le programme d'assurance accumuler un déficit.

Mme Copps: Le leader parlementaire adjoint des conservateurs semble parfois enclin à dire n'importe quoi.

M. McDermid: Je viens d'avoir une promotion.

Mme Copps: Je suis heureuse que le député ait eu une promotion. Pour le moment, néanmoins, je souhaiterais qu'il nous dise ce qu'il pense de ce projet de loi.

M. McDermid: Je suis prêt à le faire si vous vous asseyez.

Mme Copps: Si le député prenait la parole, il ne ferait que répéter ce qu'ont raconté ses collègues. Je l'ai déjà dit, monsieur le Président, c'est un peu comme la question de Domtar. Les députés du gouvernement adorent faire des déclarations à la Chambre en vertu de l'article 21 du Règlement, pour dire aux Canadiens, en se frappant la poitrine...

Le président suppléant (M. Charest): A l'ordre, s'il vous plaît.

[Français]

M. Gérin: Monsieur le Président, c'est pour permettre à l'honorable députée de reprendre ses esprits et de revenir au projet de loi à l'étude, au lieu de discuter de n'importe quoi, et d'apporter quelque chose de nouveau à la Chambre.

Mme Copps: Monsieur le Président, peut-être que l'honorable député ne comprend pas l'analogie que je fais entre la Domtar et le COSP. C'est exactement la même chose qui a été faite par le premier ministre lorsqu'il a promis à Terre-Neuve ce qu'il allait établir... Et on voit maintenant que cela ne voulait rien dire. On voit maintenant que sa parole ne veut rien dire.

Monsieur le Président, on le sait en parlant de la situation de la Domtar. On sait maintenant que les mêmes députés qui se lèvent à la Chambre pour dire aux Canadiens et aux Canadiennes que le programme a été bon, que le programme a bien fonctionné, que le programme a encouragé tous les Canadiens à conserver l'énergie, au même moment, ces mêmes députés décident de mettre fin au programme.

Monsieur le Président, c'est la même chose pour la Domtar. Les députés disent que c'est bon, les députés du Québec disent qu'on a besoin des subventions pour la compagnie Domtar en même temps que le gouvernement coupe ou refuse de donner les subventions. C'est pour cela, monsieur le Président, que la situation de la Domtar soulève la même question de ce programme de substitution de l'huile, et ce même programme donne à tous les Canadiens et à toutes les canadiennes la responsabilité de s'interroger sur la crédibilité de ce gouvernement. Sont-ils d'accord sur tout ce qu'ils disent à la Chambre ou se servent-ils de la Chambre seulement pour tricher les Canadiens quant à leurs vrais motifs? Monsieur le Président, je dirais: Si tous les députés qui ont indiqué un grand appui pour ces programmes, s'ils ont cet appui, pourquoi coupent-ils le programme? Pourquoi coupent-ils un programme qui, en Colombie-Britannique, monsieur le Président...